Etude des pratiques gestionnaires en élevage bovin allaitant

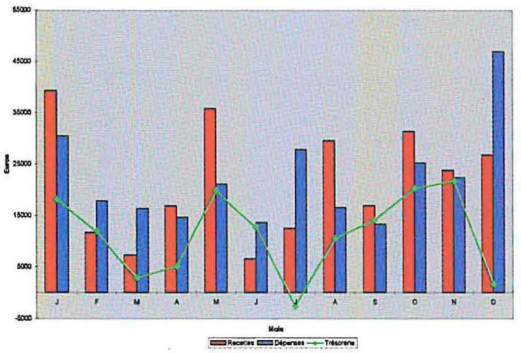
Afin d'identifier des indicateurs de gestion pertinents pour les éleveurs, il est nécessaire d'appréhender les stratégies des producteurs; de repérer les déterminants de l'affectation des ressources au sein de l'exploitation, en particulier pour ceux qui ont à gérer plusieurs ateliers de production (cas fréquent en élevage allaitant). Des études antérieures ont montré l'importance de la trésorerie dans les choix réalisés (affectation des dépenses et des investissements...), ce qui nous a conduit à étudier les pratiques de trésorerie au sein de 7 exploitations d'élevage (naisseurs et engraisseurs) en nous appuyant sur des situations contrastées.

Sur le plan méthodologique, il s'est agi de construire les mouvements monétaires liés au cycle de production de l'exploitation pour l'année 2002. La discussion de ces mouvements avec l'éleveur nous a permis d'identifier les différentes pratiques mises en œuvre (crédit court terme, prélèvements privés, épargne, périodes de vente, etc) et de comprendre leur logique.

L'exemple de la figure 10 montre le cas typique d'une exploitation diversifiée.

L'évolution de ses entrées et sorties d'argent et de sa trésorerie est révélatrice du caractère saisonnier de l'activité agricole. Elle se traduit parfois par un solde de trésorerie négatif à certaines périodes de l'année, lié à des dépenses de campagne ou des remboursements d'annuités.

Figure 10. *Evolution de la trésorerie d'une exploitation bovine au cours de l'année 2002.*



Cette analyse a mis en évidence une relation étroite entre les pratiques adoptées et la capacité des éleveurs à faire évoluer leur système productif ou à l'adapter à des changements.

A titre d'illustration, l'analyse des dates et montants des prélèvements privés renseigne sur les arbitrages effectués entre les besoins de la famille et ceux de l'exploitation. En fonction des projets techniques et des besoins de fonctionnement de l'exploitation, les éleveurs vont modifier ces pratiques.

De cette étude, s'ensuit la mise au point d'un outil opérationnel permettant de conseiller les éleveurs sur leurs pratiques de trésorerie et d'investissement.

Parallèlement à cette étude, un réseau de références a été mis en place en collaboration avec la SicaRevia : 18 exploitations, dont le choix a été effectué sur la base des typologies précédemment élaborées, intègrent le réseau. Le suivi réalisé porte à la fois sur les pratiques techniques mises en œuvre par les éleveurs et les données économiques. Son objectif opérationnel est de proposer des indicateurs d'aide à la décision au niveau filière et au niveau exploitation (évolution des marges et des coûts de production selon les types d'élevage). Le recueil et l'enregistrement des informations en cours, sous une base de données Access, porte sur les campagnes 2001 et 2002.

J.P. Choisis (INRA), V. Alary

Diversification des filières
Contrôle des performances techniques et économiques des élevages caprins

Cette opération vise à accompagner le développement de l'activité caprine comme alternative de diversification aux exploitations agricoles. La filière est toutefois confrontée à de fortes contraintes qui limitent actuellement son développement. La demande de la coopérative caprine (CPCR), qui est notre principal partenaire, porte sur l'élaboration de références techniques et économiques susceptibles d'aider les éleveurs dans la phase d'installation et de consolidation de l'atelier caprin. Plusieurs actions ont été entreprises dans ce sens en 2003.

Analyse des performances zootechniques

Sur le plan zootechnique, nous disposons de très peu de données sur les performances des troupeaux caprins viande à la Réunion. En première approche, nous avons sollicité l'EDE pour avoir un accès aux données recueillies par cet organisme dans les élevages qu'il suit (10 à 15 exploitations par an).

Le fichier qui nous a été fourni porte sur 32 exploitations ayant fait l'objet d'enregistrements sur la période 1994 – 2002. Nous ne présenterons que 2 illustrations de ces données qui sont en cours d'exploitation :

- la première concerne la répartition des mise bas qui montre une saisonnalité marquée de la reproduction. Près de 60% des mises bas ont eu lieu entre les mois de mai à août. On peut raisonnablement supposer que cette répartition soit liée à la disponibilité des ressources fourragères au cours de l'année, dans la mesure où la majorité des saillies fécondantes a lieu en période pluvieuse lorsque l'herbe est la plus abondante (figure 11).

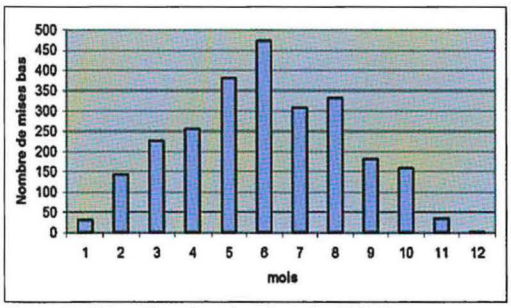


Figure 11. *Répartition des mises bas (n = 2526).*

- la seconde est liée à la répartition des intervalles entre mises bas qui constitue un des principaux indicateurs d'évaluation des performances de reproduction. Cette distribution montre un très forte hétérogénéité. L'intervalle moyen, de 352 jours, est à peine inférieur à l'année. Cette première exploitation des données laisse présumer d'une marge de progrès des paramètres reproductifs. Ainsi une accélération du rythme des mises bas – pour atteindre un rythme de 3 mises bas en 2 ans tel que préconisé par les service de l'EDE des Antilles – requiert d'identifier précisément et de lever certaines contraintes (alimentaires, sanitaires...). (Figure 12).

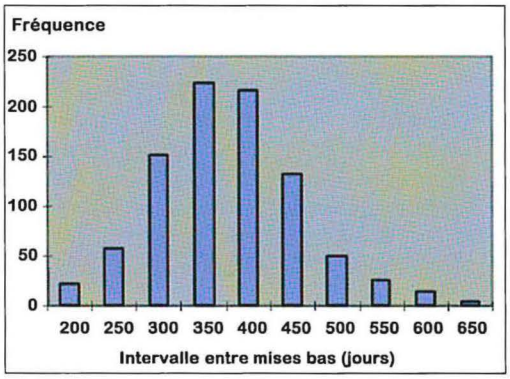


Figure 12. *Répartition des intervalles entre mises bas (n = 897).*

Parallèlement à cette analyse, le suivi d'une douzaine d'exploitations caprines, choisies avec la coopérative sur la base de différents critères typologiques, a été initié en 2003. Ce suivi, prévu sur 2 ans, doit nous permettre de mettre en relation les performances zootechniques avec les pratiques mises en œuvre pas les éleveurs et les contraintes auxquels ils se trouvent confrontés.

Marché du cabri et résultats économiques

La rentabilité de l'atelier caprin constitue la priorité de la CPCR. Nous avons essayé d'approcher cet aspect de manière complémentaire à travers, d'une part, une étude du marché du cabri et, d'autre part, le recueil de données économiques au niveau des élevages suivis.

L'objectif de l'étude était de préciser les attentes des acheteurs sur le marché formel nous permettant d'identifier les types d'animaux à produire (âge, poids, qualité de viande, prix).

Pour cela, une enquête a été réalisée sur un échantillon d'entreprises, réparties sur l'ensemble de l'île, constitué de 28 boucheries et de 12 GMS.

Le questionnaire abordait :

- L'état des lieux des ventes actuelles (nombre de carcasses/mois, poids moyen, caractéristiques de la viande, approvisionnement, origines, proportion frais/congelé, prix pratiqués, saisonnalité, modes de découpe...)
- les habitudes de consommation, usages et attentes des clients
- la comparaison viande importée / viande pays
- les souhaits des bouchers sur les caractéristiques des produits

Concernant "l'état des lieux" des ventes, les boucheries sont plutôt orientées vers le produit pays à l'inverse des GMS qui vendent majoritairement des produits importés (en particulier en congelé).

Les volumes sont très variables en fonction de la taille de l'entreprise. Il n'a pas été noté d'effet de localisation sur les volumes et types de produits vendus.

Les prix apparaissent, quant à eux, très homogènes en boucherie, d'une part, et en grande surface, d'autre part. La découpe est simple et consiste à séparer 4 types de pièces vendues à des prix différents. Les produits importés sont vendus à des prix bien inférieurs au produit "pays" (en particulier pour le produit congelé).

Au niveau de la commercialisation, aucune stratégie n'est mise en œuvre par les boucheries et les GMS. Le cabri "pays" est un produit d'appel. Les critiques émises, par ceux qui n'en vendent pas, sont les difficultés d'approvisionnement, la cherté du produit et le manque de suivi sur la qualité.

Les attentes des boucheries et GMS sont, respectivement, des poids moyens de carcasses de 18 et 17 kg. Pour la qualité de la viande, il est à noter que 2 besoins différents s'expriment selon le mode de consommation (à l'européenne ou à la créole).

Concernant le suivi des exploitations, l'absence de données économiques préalablement disponibles nous a conduit à proposer aux éleveurs des documents d'enregistrement qui nous permettront d'accéder, au moins dans un premier, à quelques indicateurs économiques simples tels que la marge brute.

J.P. Choisis (INRA)